

action140

la lettre d'informations d'Act Up-Paris • nov.-déc. 2017

éditorial : une semaine contre le sida, brisons le silence !

Autour du 1er décembre, Journée mondiale de lutte contre le sida, Act Up-Paris s'agite - et cette année, plus encore ! - pour rappeler l'importance de lutter contre le sida.

La lutte contre le sida ne s'écrit pas qu'au passé, la lutte contre le sida est actuelle, les urgences qui nous restent à surmonter sont nombreuses, et de taille. Le sida, ce n'est pas que du cinéma, ce sont encore des contaminations, ce sont encore des difficultés, c'est encore de l'isolement pour beaucoup de personnes concernées.

Voilà pourquoi nous avons voulu cette année lancer une démarche fédérant les acteurs de la lutte : la Fight AIDS Paris Week. En cette occasion, deux jours d'installations dans la Halle des Blancs-Manteaux, les 1er et 2 décembre, complètent la traditionnelle manifestation du premier décembre.

Discussions, expositions, commémorations, activités participatives : autant de façons de montrer que nous mettons toute notre énergie à lutter contre le sida, autant de façons de montrer ce qui reste à face aux enjeux qui persistent encore en 2017, et qui sont autant de raisons pour lesquelles nous sommes toujours en colère !

Toujours 6500 contaminations par an : en première ligne, les pédés, les biEs, et/ou les personnes nées à l'étranger.

On ne guérit pas encore, et des pathologies se greffent au sida : maladies cardiovasculaires et pulmonaires, diabète, cancers... Les antirétroviraux ne sont pas anodins et marquent encore nos corps. Il en rajoutent à la précarité, à l'isolement, au

vieillesse, aux difficultés économiques et affectives.

Les minorités restent laissées à la merci du VIH/sida. Ils s'immiscent là où les entraves à l'accès aux soins et aux droits subsistent ou sont entretenues. La lutte contre le sida a permis à des minorités d'arracher des droits ; il en reste tant à gagner pour les pédés, les biEs, les gouines, les trans, les usagèrEs de drogues, les travailleurEs du sexe, les raciséEs, les migrantEs, les femmes, les détenuEs. En entravant l'accueil des migrantEs, en expulsant des malades, l'état contamine et tue.

L'épidémie de VIH continue de tuer 1 million de personnes par an dans le monde. L'accès aux traitements n'est toujours pas universel (mais concerne 6 séropos sur 10). Les pratiques de l'industrie pharmaceutique, la faiblesse des contributions de solidarité internationale, les menaces de coupe (de Trump) ou la frilosité (de la France) sur celles-ci expliquent pourquoi l'accès universel aux traitements est encore loin.

Contre le sida, nous n'avons pas le choix ! Nous devons obliger les pouvoirs publics à prendre des décisions, leur rappeler que rien ne se fera sans nous, et rappeler que nos expertises valent.

Voilà pourquoi cette semaine pour réfléchir sur nos luttes, rendre mémoire à nos mortEs, discuter, manifester, revendiquer, faire remonter les colères, convaincre que le combat doit continuer, obliger les pouvoirs publics à prendre des décisions nous est apparue indispensable.

dans ce numéro...

Éditorial : une semaine contre le sida, brisons le silence (p. 1) • Programme de la Fight AIDS Paris Week (p. 2) • Sida, c'est quand qu'on guérit ? Texte

d'appel à la manifestation du 1er décembre 2017 (p. 4) • 22 des revendications d'Act Up-Paris (p. 6) • Les commissions et actions d'Act Up-Paris : LGBTIphobies-sérophobie (p. 7) • Migrations (p. 8) • Permanence Droits

sociaux (p. 9) • Prévention (p. 10) • Vivre Avec (p. 10) • Drogues et Usages (p. 10) • Meufs (p. 11) • Jeunesses (p. 11) • Zap de la fondation Lejeune : suites (p.12) • Calendrier (p. 12)



FIGHT AIDS PARIS

DIMANCHE 26 NOV.

**DANSER=VIVRE
LE ROSA BONHEUR
(BUTTES-CHAUMONT)**

18h-minuit

Soirée de lancement
Act Up-Paris au Rosa Bonheur

DJ sets par Arnaud Rebotini et LaBaldi •
Performance des PomPom Girls'N'Boys d'Act
Up-Paris • Performance graphique PIMAX •
Chorale exceptionnelle du Rosa Bonheur •
Prises de parole et espace d'information

LUNDI 27 NOV.

**BI'CAUSERIE
CENTRE LGBT PARIS-IDF**

Rencontre autour de la Fight AIDS Paris Week
organisée par l'association Bi'Cause.

LES LIEUX

Le Rosa Bonheur : 2 allée des Cascades, Paris
19, Métro Buttes-Chaumont

Le Centre LGBT Paris-IDF : 63 rue Beaubourg,
Paris 4, Métro Rambuteau

Halle des Blancs-Manteaux : 48 rue Vieille-du-
Temple, Paris 4, Métro Hôtel de Ville ou
Rambuteau

Centre National de la Danse : 1 rue Victor Hugo,
Pantin, Métro Hoche, Tramway Delphine Seyrig,
RER Gare de Pantin

**CONTRE
LE SIDA,
TU N'ASPAS
LE CHOIX :
BATS-TOI !**

VENDREDI 01 DÉCEMBRE

**INFORMATION=POUVOIR
HALLE DES BLANCS MANTEAUX**

Matinée

Atelier • Scène ouverte
La déclaration communautaire de
Paris, qu'en fait-on ?

Dévoilée à Paris pour l'IAS cet été, faisons-vivre
ce texte et mettons en oeuvre ce à quoi nous
nous sommes engagés en le signant !

10h-12

Accueil de scolaires • Salle de 100
places

Accueil organisé par le CRIPS

15h-16h30

Conférence • Scène ouverte
Vers Paris sans sida, bilan d'étape

14h-16h

Accueil de scolaires • Salle de 100
places

Accueil organisé par le CRIPS

16h30-17h

Prises de parole • Scène ouverte
Préparation de la manifestation

**COLÈRE=ACTION
MANIFESTATION**

18h

Manifestation interassociative du
premier décembre, journée
mondiale de lutte contre le sida, à
l'initiative d'Act Up-Paris

"Sida, c'est quand qu'on guérit ?"

Parcours annoncé prochainement

Die-in et performance dans le cortège

20h30

Cérémonie des Patchworks des
Noms et de la lecture des Noms à
l'issue de la manifestation

Halle des Blancs Manteaux

Cette cérémonie sera suivie d'un pot à la Halle
des Blancs-Manteaux

**DANSER=VIVRE
CENTRE NATIONAL DE LA
DANSE (PANTIN)**

20h30

ACT UP A 120 BPM

9 artistes s'engagent au profit d'Act Up-Paris.
Organisé par la production de 120 BPM.

PHOTOCALL

**TROD - AUTOTESTS
(dépistage rapide)**

**STANDS
d'information et
de prévention**

**INSTALLATIONS SUR LES DEUX JOURS À
CONTRIBUTEURICES :
SOUTIENS :**

WEEK : PROGRAMME

SAMEDI 02 DÉCEMBRE

INFORMATION=POUVOIR HALLE DES BLANCS MANTEAUX

SCÈNE OUVERTE

11h-13h

Forum de l'innovation thérapeutique

Organisé par le TRT-5 et l'ANRS.

Avec Christine Katlama, Françoise Barré-Sinoussi, Marina Cavazzana.

13h45-14h30

Discussion • Prisons

Avec le TRT-5 et l'OIP.

14h30-15h45

Discussion • Dépistage

Descriptif + intervenants à venir

16h-17h15

Table ronde • Porno et prévention

Modération : Christophe Martet (Hornet)

EXPOSITIONS :

**FIERCE PUSSY
PORTRAITS DE
VI(H)ES • VIEILLIR
SANS TABOUS
VOYAGE À NEW YORK
TAG MOI UN MOUTON
STREET ART FIGHT
AIDS PARIS WEEK
SILVER
PERMANENCE
DROITS SOCIAUX**

**INSTALLATIONS
PARTICIPATIVES**

SALLE DE 100 PL.

11h-12h

**Discussion • Vers un centre
d'archives LGBTI à Paris : le projet
du collectif Archives LGBTI**

Organisé par le collectif Archives LGBTI

12h-13h

Discussion • MigrantEs, droits et VIH

Organisé par la commission Migrations d'Act Up-Paris

14h-14h45

Discussion • Seniors LGBTI

Avec GreyPride

14h45-15h30

Discussion • Travail du sexe

Avec Tous en marche contre les violences faites aux travailleuses du sexe.

15h30-16h15

Discussion • Femmes séropos

Avec le Planning Familial

16h15-17h

**Discussion • Financements
internationaux**

Descriptif à venir

**COLLECTE de
vêtements au profit
d'une association
d'aide aux migrantEs**

**PATCHWORKS DES
NOMS**

**SIDRAGTION
DANS LES RUES
DU MARAIS**

ATELIERS

13h45-15h

Projection de courts-métrages

*Alternative Endings, Radical Beginnings. Dans le cadre du Day With(out) Art porté par Visual AIDS.

14h-15h30

**Atelier de prévention en non-mixité
choisie n°1**

Organisé par FièrEs

15h-16h

Atelier PrEP

Organisé par AIDES

16h-17h

**Atelier Que savez-vous vraiment sur
le VIH ?**

Organisé par Actions Traitements

16h30-18h

**Atelier de prévention en non-mixité
choisie n°2**

Organisé par FièrEs

17h-18h

Atelier Chemsex

Organisé par AIDES et le Kiosque

DANSER=VIVRE HALLE DES BLANCS-MANTEAUX

18h-22h

The 90's Banji Ball by the European
Mother Honeysha Khan

Détails à venir

LA HALLE DES BLANCS-MANTEAUX

Act Up-Paris, Actions Traitements, AIDES, l'ANRS, Archives LGBTI, Basiliade, le CRIPS, Elus Locaux contre le sida, FièrEs, Grey Pride, Hornet, le kiosque Info Sida, l'Observatoire International des Prisons, le Planning Familial, Sol En Si, Sidaction, l'Initiative Tous en marche contre les violences faites aux travailleuses du sexe, le groupe interassociatif Traitements et Recherche Thérapeutique (TRT-5), Vers Paris sans sida, Walls and Rights

Hornet, la Mairie du 4ème arrondissement de Paris, la Mairie de Paris,
la Direction générale de la Santé



Sida, c'est quand qu'on guérit ?

Texte d'appel à la manifestation du 1er décembre 2017 – Journée mondiale de lutte contre le sida

En cette journée mondiale de lutte contre le sida, nous, corps empreints de colère, manifestons pour que soit mis fin aux situations injustes qui les contaminent, nous, corps sortis du silence, manifestons pour qu'ils guérissent au plus vite. Il faut dire que les autorités mises en place contre le sida laissent délibérément aux mains du sida nos minorités, qui grossissent alors ses rangs en premier lieu. Quant aux antirétroviraux, ils n'ont pas résolu les difficultés sociales, économiques et affectives des séropositifVEs. Certes, ils maintiennent les vies, font qu'une personne en succès thérapeutique ne transmet pas le virus, mais ils ne sont pas sans conséquences sur les corps, et le virus est toujours là, terrain de jeu de nombreuses pathologies supplémentaires. On a oublié qu'on ne guérit toujours pas du sida, au point qu'on n'ose même plus se poser la question.

Nous pourrions vous parler de nos réserves vis-à-vis de ceux qui parlent de la fin du sida, alors que les moyens alloués à la prévention sont absents, que l'accès aux soins et aux droits est inégal, que les discriminations sur lesquelles pousse le sida perdurent. Ce premier décembre, les manifestantEs rappellent que mettre fin au sida demande des réponses fortes dans tous ces champs et demandent aussi de ne pas oublier les séropositifVEs, car la fin du sida passera nécessairement par leur guérison. Ainsi, nous réclamons que tout soit mis en œuvre au plus vite pour la guérison des séropositifVEs.

L'Etat ne favorise pas et ne soutient pas la recherche à un juste niveau, que cela soit pour les financements, la formation des chercheurSEs et la capacité à attirer ou à retenir des chercheurSEs en France. Dans une logique de réduction des finances publiques, les budgets de recherche médicale ont subi des coupes de financement ces dernières années. Par chance, le budget de l'Agence Nationale de Recherche sur le Sida et les hépatites virales n'a pas subi d'amputation importante, à défaut d'augmenter.

L'industrie pharmaceutique est trop favorisée, elle presse jusqu'aux dernières gouttes les mannes financières d'un système de brevets et de rachats d'innovations, issues de la recherche

publique ou privée, garantissant des marges financières astronomiques, au détriment de l'accès aux traitements de près de 40% des séropositifVEs du globe. Dans leurs intérêts, ils se contentent d'améliorer des formules médicamenteuses, retardent les avancées majeures de la recherche et de la guérison.

Les états se rendent complices de l'industrie pharmaceutique en n'agissant pas sur les prix des médicaments, notamment par leur non recours aux licences d'office, et en laissant l'industrie pharmaceutique attaquer d'autres états qui agissent pour un meilleur accès aux traitements.

Par ailleurs, les politiques menées par le nouveau gouvernement continuent d'alimenter l'épidémie : orientations austéritaires et répressives, sous-financement des hôpitaux, coupes budgétaires de la solidarité internationale et de l'aide aux migrantEs, effacement du ministère de la santé face au ministère de l'intérieur, mépris des conventions internationales en matière de migrations et de droits, absence remarquée du président, contrairement à l'usage de ses prédécesseurs, à la conférence de recherche sur le VIH/sida de l'International Aids Society de juillet dernier à Paris.

L'épidémie de sida n'est pas réglée, tout juste gérée, qu'une nouvelle hécatombe se produit en Méditerranée et dans nos rues. Par sa politique de non-accueil des migrantEs, préférant leur envoyer la police et les expulser, la France est à l'origine de situations indignes et se rend complice du sida.

Pour que nos corps ne soient plus contaminés, pour que nos corps vivent et guérissent enfin, nous exigeons :

- le renforcement des moyens alloués à la prévention, à la réduction des risques et au dépistage, afin d'assurer l'accès inconditionnel et gratuit de touTEs à l'ensemble des dispositifs de prévention, de réduction des risques et de dépistage ;

- que l'amplification de la prévention ne s'arrête pas aux portes des écoles, collèges, lycées, CFA et universités, notamment par une éducation sexuelle précoce et inclusive, ni à celles des lieux de privation de liberté, notamment par l'établissement de programmes d'échange de seringues ;

- l'accès inconditionnel et gratuit de touTEs les séropositifVEs à toutes les lignes de traitement actuellement disponibles, ainsi qu'à tout ce qui permet

de suivre sans restriction le déroulement de ces traitements, et notamment les examens biologiques ou d'imagerie qui permettent de se prémunir des comorbidités, et des effets de l'inflammation chronique induite par le VIH ;

- le contrôle des pratiques des laboratoires par les états, au niveau national et international, pour que cessent les restrictions d'accès et les barrières financières, y compris par l'usage des licences d'office ;

- la promotion de la recherche publique et libre, y compris par le renforcement des moyens alloués à celle-ci ;

- le renforcement de la solidarité internationale, l'augmentation de la contribution de la France au Fonds Mondial et à UNITAID, et la mise en place de la Taxe sur les Transactions Financières Européenne ;

- la levée de toutes les politiques répressives et criminalisantes, concernant les séropos, les pédés, les biEs, les

gouines, les trans, les intersexes, les usagèEs de drogues, les travailleurEUSEs du sexe, les raciséEs, les migrantEs, les femmes, les détenuEs, les personnes les plus précaires ;

- l'arrêt des expulsions et la mise en place d'une vraie politique d'accueil.

Au 22/11, ce texte est signé par : Acceptess-T, Act Up-Paris, Actions Traitements, AIDES, ARCAT, Bi'Cause, le Centre LGBT de Normandie, le Collectif Education contre les LGBTIphobies, le Collectif Intersexes et Allié·e·es, Élus Locaux Contre le Sida, l'InterLGBT, Gay'T Normande, le Mag Jeunes LGBT, le Planning Familial, les Soeurs de la Perpétuelle Indulgence - Couvent de Paris, Santé Info Solidarité (SIS)-Animation, SID'ACCUEIL NORMANDIE, Solidarité Sida, SOS-Hépatites, le Strass

Il est soutenu par :
les Gay Games - Paris 2018

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA



SIDA: C'EST QUAND QU'ON GUÉRIT?

**ACT UP
PARIS**

MANIFESTATION
1^{ER} DÉCEMBRE 2017 À 18H

PARCOURS ET INFOS SUR
TWITTER ET FACEBOOK @ACTUPPARIS

22 des revendications d'Act Up-Paris

En matière de prévention

- la montée en qualité et en quantité des préservatifs mis à distribution par Santé Publique France, l'agence nationale de santé publique ;
- la baisse du prix des autotests vendus en pharmacie & l'élargissement des modalités de distribution associatives ;
Actuellement, ceux-ci ne sont distribués que par les associations habilitées à la réalisation de Tests Rapides d'Orientation Diagnostique. Nous pensons que même une association qui n'a pas les moyens de mener cette activité peut fournir un discours lors de la délivrance d'un autotest qui n'aura rien à envier à une discussion brève au comptoir d'un pharmacien, et complètera utilement la notice et les liens internet ou numéros de téléphone mis en avant sur les boîtes des autotests.
- l'élargissement des possibilités d'accès au Traitement Post Exposition (TPE), traitement d'urgence après une exposition au sang ou un rapport non protégé, restreint aux urgences médicales actuellement ;
Les CEGGID devraient pouvoir donner les premières doses permettant d'initier le traitement : il peut être initié dans les 48h suivant la prise de risque, mais commencer au plus tôt (idéalement dans les 4 premières heures) est recommandé.
- le renforcement des moyens des Cegidd (Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic) pour le dépistage et pour le counseling en santé sexuelle ;
- le dépistage dématérialisé par autoprélèvement ;
- des ABCD de l'égalité et des sexualités dans les écoles, collèges et lycées ;
- la vaccination contre le Papillomavirus humain pour les filles ET les garçons.
Ne faire porter la charge de couverture que sur les jeunes filles est sexiste, recommander la vaccination seulement pour les jeunes homos et bis est irréaliste dans la mesure où la probabilité que ceLLeux-ci soient à l'aise pour parler de leur sexualité avec leur médecin est assez faible.

Vivre avec

- La revalorisation des minima sociaux ;
- Garantir la continuité des aides dispensées aux malades, en particulier par les MDPH : AAH, invalidité, PCH. Assurer l'implication de l'état pour verser aux départements les enveloppes nécessaires ;
- Un droit à l'oubli auprès des banques et des assurances pour les séropositifVEs ;
- La suppression des franchises médicales (somme déduite des remboursements effectués par la caisse d'Assurance Maladie sur les médicaments et actes médicaux), lutter contre les déremboursements, 0 reste à charge ;
- l'annulation de l'augmentation du forfait hospitalier initiée par le gouvernement actuel.

Plus de droits pour toutes les minorités :

- Le changement d'état-civil libre et gratuit en mairie pour les personnes trans et intersexes ;
- L'abolition de la loi de 1970 sur les drogues ;
- L'ouverture de nouvelles salles de consommation à moindre risque ;
- Des financements associatifs suffisants pour pouvoir approvisionner les échangeurs de seringues en matériel d'injection stérile, et assurer le bon fonctionnement des CARRUD et CSAPA ;
- L'accès au programme d'échange de seringues en prisons, une mise en place effective de la suspension de peine pour raisons médicales, et l'émergence d'un système alternatif où le temps de la suspension de peine est décompté de la peine ;
- La fin de la pénalisation des clients des travailleursEUSEs du sexe ;
- L'arrêt des expulsions et la mise en place d'une vraie politique d'accueil ;
- La fusion de l'Aide Médicale d'État (AME) avec la Couverture Maladie Universelle (CMU-C).

International, prix des médicaments

- le renforcement de la contribution de la France au Fonds Mondial ;
- l'usage des licences d'office sur les traitements innovants.

« Cure » : des innovations thérapeutiques, et vers la guérison

- Plus de financements dans la recherche publique ;
- Des essais qui incluent toutes les populations concernées par le VIH, et des essais sur les comorbidités qui touchent les séropositifVEs qui n'excluent pas les séropositifVEs.

Les commissions d'Act Up-Paris

Commission LGBTIphobies-Sérophobie

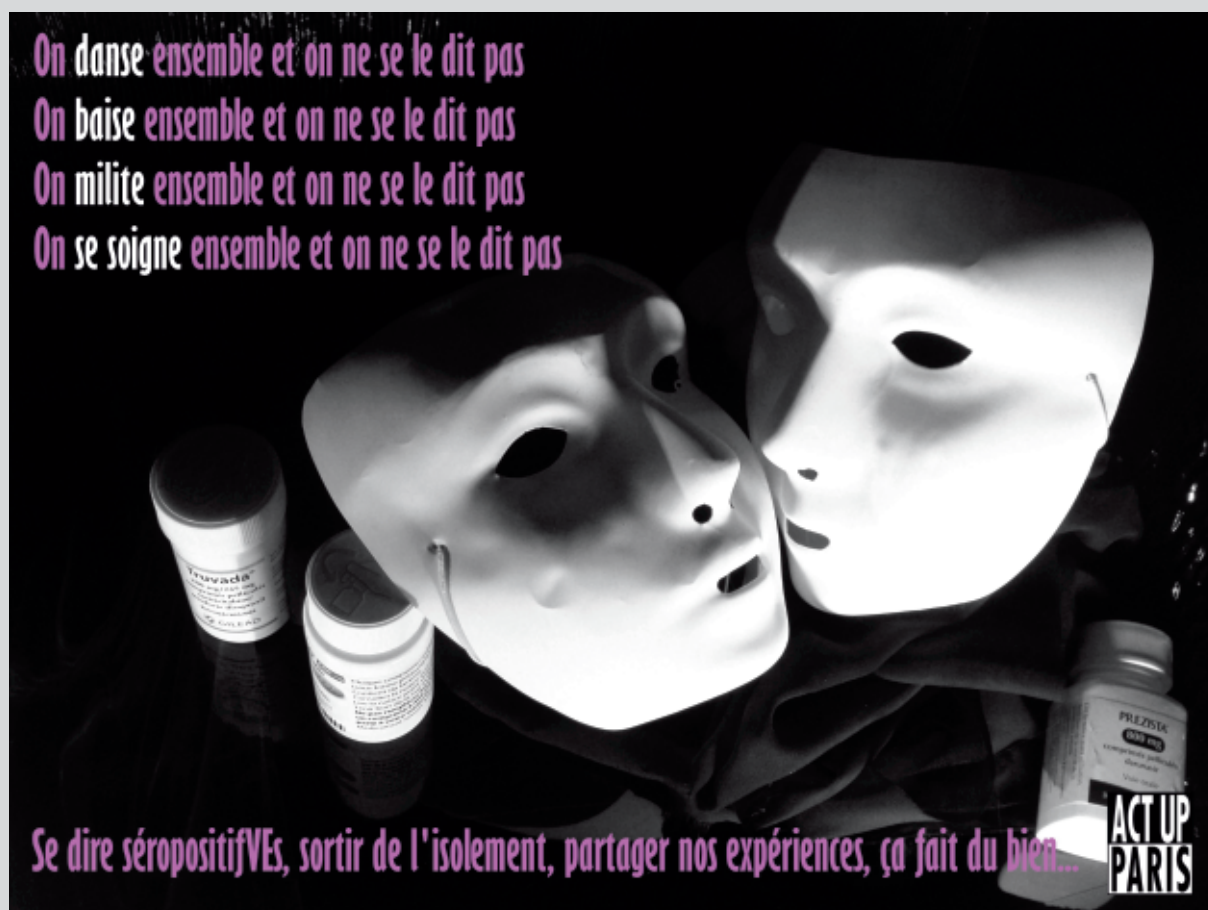
Les discriminations font le jeu du sida, l'expérience de nos vies et de notre militantisme le met en évidence. Lutter

contre le sida passe nécessairement par lutter contre les discriminations.

La commission travaille sur des sujets liés à l'homophobie, la transphobie, la lesbophobie, la biphobie et la sérophobie, ainsi que la situation des prisonnierEREs. En tant qu'association de lutte contre le sida, nous mettons tout en œuvre pour que l'égalité des droits soit effective dans différents dossiers que nous suivons : ouverture du don du sang aux Hommes ayant des relations Sexuelles avec d'autres Hommes, suivi de l'ouverture des soins funéraires aux personnes séropositives ou porteuses d'une hépatite virale, plaider afin d'obtenir des dispositifs d'échange de seringues en prison, respect du secret médical en prison, droits des élèves trans (pré/pronom d'usage à l'école)...

La commission organise également des actions de sensibilisation ou revendicatives, à des jours spécifiques du calendrier militant : IDABLHOTI (Journée internationale contre les LGBTIphobies), journée de la disance (parler de sa séropositivité ce jour là pour sortir du « coïncé entre sida et silence »), marche des fiertés...

La commission LGBTIphobies-Sérophobie se réunit les lundi soirs toutes les trois semaines.



Commission migrations

La commission Migrations d'Act Up-Paris se crée et a besoin de nouvelles forces !

Aujourd'hui, la moitié des personnes qui découvrent leur séropositivité pour le VIH ne sont pas nées en France. Il se pourrait que les séropositifVEs qui ont en partage une histoire personnelle et familiale marquée par l'exil et la migration soient encore plus nombreuxSES, même si la pratique trop rare des statistiques ethniques (et *a fortiori* des statistiques ethno-raciales) ne permet pas de le confirmer. L'étude PARCOURS a montré qu'entre un tiers et la moitié des MigrantEs d'Afrique subsaharienne séropositifVEs résidant en Ile-de-France ont été contaminéEs après leur arrivée en France. Malgré le Droit au séjour des étrangers malades (DASEM), le Ministère de l'Intérieur continue d'expulser des personnes séropositives ou atteintes d'hépatites virales et les condamne ainsi à la mort quand on sait que des traitements adaptés sont inaccessibles de façon effective dans de nombreux pays, de sorte que près d'une personne séropositive sur deux dans le monde en est privée. Parmi les contaminations chez les HSH (hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes), les personnes nées à l'étranger sont surreprésentées en étant 1/5. Elles sont 4/5 chez les femmes. Et 2/3 des immigréEs nouvellement contaminéEs sont néEs en Afrique subsaharienne.

Les phénomènes migratoires n'ont eu de cesse de se manifester dans les sociétés humaines. À notre époque, les migrations et les modalités dans lesquelles elles s'exercent sont pourtant devenues

révélatrices de rapports de pouvoir. Pour les unEs, appeléEs « expatriéEs », ces migrations sont aisées voire encouragées, tandis que pour les autres, désignéEs comme « MigrantEs », elles sont empêchées et s'accompagnent de dénis de droits, exploitation, précarité, discriminations. Ces rapports de domination, directement liés au racisme et au colonialisme, continuent de se déployer dans la société française contemporaine en affectant gravement la santé des personnes dans toutes ses dimensions et en menant à de nouvelles contaminations.

Nous militons donc pour un accès égal à la santé pour touTEs sans discrimination raciale, liée à la nationalité, au statut de résidence, à la provenance géographique et au territoire d'habitation, tout en essayant de favoriser la parole des personnes héritières de l'histoire de l'immigration et en promouvant les principes de la santé communautaire.

Pour rejoindre la commission Migrations et travailler ensemble autour de ces problématiques, vous pouvez nous contacter par e-mail (actup.request.refugies@gmail.com) ou nous rencontrer directement lors des réunions que nous tenons environ une fois par semaine au local d'Act Up-Paris (8 rue des Dunes, 75019 Paris). Elles sont ouvertes à touTEs et n'exigent pas de compétences particulières. Venez y porter vos envies et vos colères, toutes les bonnes volontés sont bienvenues !

RACISME = MORT
RÉPRESSION = CONTAMINATIONS
EXPULSION = MORT



Permanence Droits sociaux : Sida, combien coûtent nos (vieilles) vies ?

La donne thérapeutique a changé en 1996 avec l'apparition des nouveaux traitements. En 1998, à un tournant important de la lutte, nous avons alors conçu cette Permanence pour veiller et maintenir l'accès aux soins et aux droits des PVVIH*. Et par la suite, pour nous assurer qu'elles restaient logées à Paris.

Nous sommes à un autre tournant du « Vivre Avec » qui est le pari de bien « Vieillir Avec », malgré l'âge, l'infection et les comorbidités souvent sévères.

Au fil des années, le certificat médical administratif, qui permet d'obtenir l'Allocation Adulte Handicapé ou la carte d'invalidité, n'a cessé d'évoluer vers un certificat/questionnaire utilisé à l'époque pour les dossiers d'allocation compensatrice tierce personne qui a évolué vers la prestation de compensation du handicap en 2005.

Pour peu que le certificat médical ne soit pas explicitement rempli par le médecin (pour qui le seul fait de nous maintenir en vie est déjà un vrai succès), qui ne voit plus tout à fait les retentissements et les handicaps, et le dossier est retoqué. Il faut tout recommencer et en moyenne nous perdons 12 mois.

Des nouveaux pourtant déjà malades ne rentrent plus dans le dispositif et quelques anciens en sont régulièrement exclus aussi alors que leur situation ne s'est améliorée en rien avec l'âge, bien au contraire.

Quant à ceux qui ont construit leur vie en France depuis des années à qui l'AAH est refusée lors du renouvellement, ils se retrouvent avec le problème de reconduction de leur titre de séjour.

Certains disent « on nous vole notre maladie ». L'image est très puissante. D'autres traitent la société « d'ingrate amnésique » du fond de leur solitude de précaires. D'autres réclament surtout « la guérison » ...

« Vieillir Avec », ce sont de nouveaux défis. Mais des vrais défis qui sont les nôtres. Pas ceux du type « On vit mieux avec, c'est chronique », qui sont des mots cruels pour les séropos sans arrêt sujets à des pressions de tous types. Dont l'exclusion.

Sans évoquer toutes les difficultés techniques que nous avons nous-mêmes pour faire rétablir des droits quand ils ont été perdus.

Les PVVIH au RSA ne sont pas logeables en



l'état. Malgré toutes nos tentatives nous ne pouvons toujours pas répondre à l'urgence.

D'autres usagers viennent nous voir pour des conseils, pour un prêt personnel, le choix d'une mutuelle.

Et aussi pour obtenir des informations sur leur retraite voire sa liquidation, le minimum vieillesse ou l'articulation MDPH/CNAV*. Les usagers poussent notre porte toujours en dernier recours et suivons certains depuis la création de cette permanence.

En matière de santé nous sommes inégaux et toujours seuls. Chacun d'entre nous a son propre parcours. Chacun a sa limite.

On nous parle d'une revalorisation de l'AAH mais ne nous réjouissons pas car nous savons bien qu'elle ne se fera qu'au bénéfice de nouvelles exclusions.

Le sida tue toujours, mais combien de fois ?

La Permanence vous accueille tous les mercredi de 13h à 17h sans rendez-vous dans nos locaux : 8 rue des dunes 75019 Paris. Elle est tenue depuis 1998 par des PVVIH et elle est gratuite.

Contact direct :
permanence@actupparis.org
Téléphone : 07.82.66.60.47

*Lexique : PVVIH : personne vivant avec le VIH /
MDPH : Maison départementale du Handicap /
CNAV : Caisse nationale d'assurance vieillesse.*

Commission prévention

La commission développe plusieurs axes d'actions :

1°) Une action de plaidoyer en faveur d'une plus grande accessibilité des moyens de prévention pour touTEs [préservatifs interne et externe, Traitement Post Exposition (TPE), dépistage (en laboratoire, Test Rapide à Orientation Diagnostique (TROD), autotest acheté en pharmacie), Prophylaxie Pré-Exposition (PrEP), Treatment as prevention (Tasp : une personne sous traitement, observante, sans IST, n'est plus contaminante)].

Nous réalisons actuellement une enquête sur le TPE pour mettre en évidence que cet outil n'est pas assez publicisé et facile d'accès, parce que seulement disponible aux urgences hospitalières. La montée en qualité des préservatifs fournis gratuitement par l'agence nationale de santé publique est aussi une de nos revendications.

2°) Une action de prévention via le dispositif REACTUP : un site internet (REACTUP.fr) et un bulletin papier trimestriel distribué dans les lieux festifs gays de France.

Il n'y a pas de doute quant au constat que de nombreuses idées fausses ou préconçues circulent dans la communauté LGBTI comme ailleurs au sujet de l'épidémie de sida, de la transmission du virus et les manières de s'en protéger de nature à fausser la perception des risques et les comportements adoptés.

Notre perception de ces phénomènes est basée sur un outil classique et bien maîtrisé à Act Up-Paris, celui de la veille et de la collecte permanente d'information scientifique de première main susceptible de guider nos options et nos discours avec une certaine anticipation par rapport aux données d'observation épidémiologiques disponibles.

Mais elle résulte aussi de la connaissance du milieu LGBTI que possèdent les militantEs et les personnes qui participent au projet. Les articles sont écrits par les militantEs de l'association pour que les séronégatifVEs restent séronégatifVEs : l'information communautaire à partir des données de la science en les rendant accessibles par des outils de communication.

3°) Enfin, des actions de distribution de capotes et gel sont réalisées par les militantes dans les soirées et festivals.

La commission prévention se réunit un mardi soir sur deux.

Commission Vivre Avec

Le sida est une maladie qui se développe sur le terrain de l'exclusion et de la pauvreté. C'est aussi une maladie qui appauvrit. Les droits sociaux des malades sont à défendre et à conquérir. C'est pourquoi la commission Vivre Avec dénonce les atteintes aux droits des malades en matière de protection sociale.

Cette commission aborde les thèmes des droits sociaux, des parcours, ainsi que de l'accès aux soins...

La commission cherche à mieux comprendre et à disséquer les obstacles qui font que Vivre Avec le VIH/Sida n'est pas simple au-delà d'une charge virale indétectable et des lymphocytes dans la norme.

Ses membres réfléchissent à l'organisation du système de protection sociale pour en pointer les dysfonctionnements.

La commission construit son plaidoyer afin obtenir des changements et des améliorations pour toutes les personnes vivant avec le VIH/Sida.

Elle édite des brochures pour être mieux informée.

Elle apporte une réponse aux problématiques vieillissement et VIH qui sont de plus en plus importantes.

La commission vivre avec se réunit un mercredi soir sur deux.

Commission drogues et usages

Les mesures de réduction des risques liées à l'usage de drogues ont fait leurs preuves, les contaminations des usagersE de drogue représentent désormais 1% des nouvelles contaminations au VIH chaque année, comparé au début de l'épidémie où elles flambaient.

Mais ce sont toujours trop d'usagerEs de drogue qui sont contaminéEs par le VIH ou une hépatite virale, ou se coinfectent, et les mesures arrachées aux pouvoirs publics sont remises en causes et reléguées de plus en plus au placard.

Le dispositif de réduction des risques n'est plus totalement adapté aux besoins actuels, de nouvelles pistes existent pour diversifier l'offre mais ne sont pas mises en œuvre par des autorités réticentes (sous couvert d'éthique).

Il n'y a pas à se réjouir de la simple expérimentation d'une salle de consommation à moindre risque : la France est le seul pays de l'Union Européenne à avoir imposé cette étape intermédiaire d'expérimentation.

Il est de notre devoir de rappeler que ne

rien faire en terme de politique de réduction des risques ou pire supprimer ces politiques et criminaliser les usagerEs, mène à des contaminations repartant de plus belle, comme c'est le cas actuellement en Russie, à Madagascar ou aux Philippines. Ce sont les publics les plus précaires et marginalisés, notamment les prisonnierEs et détenuEs, qui sont touchés par les contaminations par manque d'information, de matériel mis à disposition et de structures accueillantes. Par ailleurs, l'usage de drogue en contexte sexuel nécessite des dispositifs adaptés de réduction des risques, à construire.

La commission drogues et usages se réunit un mercredi soir sur deux.

Commission meufs

Les sujets spécifiques femmes et VIH sont toujours aussi nombreux : le nombre de femmes dans les essais, les conséquences de la chimie sur le corps des femmes différentes de celles sur les hommes, l'efficacité de la PrEP, les cancers (utérus, anus, sein), le déroulement différent de la ménopause...

Le travail de la commission s'attache à développer une expertise sur ces questions spécifiques afin d'avoir les revendications les plus appropriées.

En ce qui concerne les cancers dus au papillomavirus, nous tenons un plaidoyer sur la vaccination des garçons et des filles contre le papillomavirus, afin d'augmenter la couverture vaccinale favorable aux femmes bien-sûr, mais aussi aux femmes séropos particulièrement vulnérables au cancer de l'utérus ainsi qu'au cancer de l'an us (deux fois plus de papillomavirus/d'anomalies des tissus dans l'an us que dans l'utérus).

Ce travail permet d'informer les femmes concernées du surrisque qu'elles ont, et de les rendre actrice de leur santé en étant observantes face aux dépistages.

Des échanges avec l'InCA (Institut national du Cancer) ont permis que les bons termes et les bonnes situations soient employés pour les personnes trans sur leur site internet, puisque qu'elles sont également sujettes au cancer de l'utérus, de l'an us.

Au sujet du cancer du sein, nous promouvons, de façon adaptée, l'autopalpation auprès des personnes trans/femmes séropos/lesbiennes.

Pour nous droits, la commission travaille à défendre la PMA pour touTEs, et s'arme

contre le regain de lesbophobie et de transphobie que le déroulement annoncé du débat sur ce sujet fait redouter.

La commission meufS se réunit un lundi soir une fois par mois.

Commission jeunesses

Il s'agit de traiter des questions des jeunes, qu'ils soient au collège/lycée, étudiantEs, ou en dehors de toute formation.

Le contraste entre les ambitions des objectifs de sensibilisation inscrits dans la réglementation et leur concrétisation dans les établissements apparaît important : le respect d'au moins 3 séances d'éducation à la sexualité de 2 heures par an dans le premier et le second degré, inscrit dans la loi, est urgent à tenir face à la croissance des IST chez les jeunes (près de 40% des IST sont diagnostiquées chez les jeunes) et des infections au VIH chez les jeunes gays (le nombre de contaminations des jeunes gays a triplé en l'espace de 10 ans).

L'éducation à la sexualité ne tient pas assez compte de la diversité des jeunes et de leurs sexualités, il doit également être accordé une place à la sensibilisation à l'homophobie et la transphobie et à leur impact sur la vie des personnes discriminées, sur leurs santés et leurs éventuelles prises de risque.

L'accès au préservatif par distributeurs dans les lycées soulève la question de leur lieu d'implantation pour un accès confidentiel et de leur caractère opérationnel, lorsque par chance ils existent.

De plus, l'obligation faite aux mineurs qui désirent bénéficier d'une pratique confidentielle de tests de dépistage d'être accompagnés d'un adulte de référence doit être levée.

La suppression du régime de la sécurité sociale étudiante de la rentrée prochaine nous pousse à demander qui fera le travail, certes insuffisant, de prévention auprès des étudiantEs qui était fait et le remboursement non connu, spécifique aux étudiantEs, des capotes. L'ouverture à la course aux complémentaires privées nous laisse un goût amer, duquel naît nos revendications.

La commission jeunesses se réunit un lundi soir une fois par mois.

Zap de la fondation Lejeune : suite(s) de la saga judiciaire

Le 4 août 2013, Act Up-Paris zappait la Fondation Lejeune en réaction à une action de militantEs de La Manif pour Tous qui avaient témoigné de leurs accointances avec la Russie et y avaient réclamé l'asile politique, au moment où ce pays réprimait les minorités sexuelles et de genre par l'institution de lois criminalisant la "propagande homosexuelle". Nous avions alors jeté du faux sang et collé des affiches dénonçant la Fondation Jérôme Lejeune, Ludovine de la Rochère et La Manif pour tous comme "homophobes". Nous l'avions réaffirmé devant les médias qui nous avaient interrogé après cette action.

Suite à ce zap, Ludovine de la Rochère avait porté plainte contre Act Up-Paris pour diffamation. En première instance, Ludovine de la Rochère avait été déboutée (jugement rendu le 12 janvier 2017). Elle avait cependant interjeté appel. Le 2 novembre 2017, le délibéré rendu par la cour d'appel, suite à l'audience du 7 septembre 2017, a confirmé la décision de première instance. Cette décision s'inscrit dans la jurisprudence dégagée à la suite de la plainte de Frigide Barjot contre Jean-Pierre Michel, et nous en sommes soulagés. Mais Ludovine de la Rochère a depuis fait connaître son intention de former un pourvoi en cassation.

Dans le même temps, la Manif pour tous avait également déposé plainte pour injure publique contre Act Up-Paris. Sur ce dossier, la cour d'appel avait condamné l'ex-présidente d'Act Up-Paris. Act Up-Paris a soutenu Laure et un pourvoi en cassation a été inscrit, nous attendons la décision de la Cour de cassation courant 2018. L'adjectif "homophobe" n'est en effet, pour nous, pas une injure, mais une caractérisation politique d'un propos qui méprise les gouines et les pédés, cautionne l'inégalité en droit avec les hétéros, alimente des discriminations et des violences, ainsi que les contaminations. Comment faut-il sinon désigner cELLEux dont les paroles et les actions s'opposent régulièrement à tout ce qui pourrait servir à l'émancipation des personnes LGBT ?

Si ce point intermédiaire est rassurant, nous devons rester vigilants. Comme des dépôts de plainte ultérieurs de la Manif pour tous pour injure publique visant d'autres collectifs, et notamment Act Up Sud Ouest, le montrent, les risques juridiques restent grands pour nos collectifs militants.

Ils sont synonymes de dépenses non-négligeables pour nos associations. Pour notre part, nous aurons vraisemblablement à suivre ces deux dossiers auprès de la Cour de cassation dans les prochains mois. Pour continuer nos actions sur tous les plans, qu'il s'agisse de prévention, d'accès aux droits et aux soins, de lutte contre les discriminations, et plus encore autour de la mobilisation du 1er décembre, journée mondiale de lutte contre le sida, votre soutien reste indispensable.

Calendrier

depuis action 139 (juin 2017)

23 juin : Pride de Nuit
24 juin : Marche des Fiertés
28 juin : Assemblée générale ordinaire d'Act Up-Paris
23 août : Sortie de 120 battements par minute
9 septembre : Assemblée générale ordinaire d'Act Up-Paris
23 septembre : Journée internationale de la bisexualité
6 octobre : Journée de la disance
15 octobre : Existrans
20 novembre : Journée du souvenir trans (TDOR)

d'ici action 141 (printemps 2018)

26 novembre-2 décembre : Fight AIDS Paris Week
1er décembre : Manifestation - journée mondiale de lutte contre le sida
1er-2 décembre : 2 jours d'installations à la Halle des Blancs Manteaux
17 décembre : journée de lutte contre les violences faites aux travailleurEUSEs du sexe
18 décembre : journée internationale des migrantEs
22 janvier : journée de solidarité avec les personnes trans incarcéréEs

Act Up-Paris est un groupe de lutte contre le sida ! Rejoignez-nous !

Nos réunions ont lieu chaque jeudi à 19h30 à l'école des Beaux-Arts (Métro St-Germain-des-Prés). Elles sont ouvertes à touTEs nos sympathisantEs.

Action, la lettre d'informations d'Act Up-Paris. Directrice de publication : Rémy Hamai. Ce journal est réalisé par des militantEs d'Act Up-Paris et ne peut être vendu. La reproduction des articles est autorisée à condition d'en citer la source : *Action*, la lettre d'informations d'Act Up-Paris.

CC BY-NC-ND 3.0. ISSN 1158-2197. Dépôt légal à parution. CCPAP 0613 H 98461.

Consultez nos médias www.actupparis.org • www.reactup.fr • [facebook/actupparis](https://facebook.com/actupparis) • [twitter @actupparis](https://twitter.com/actupparis) • [instagram @actup_paris](https://www.instagram.com/actup_paris)